

## Recherches sociographiques



Jean-François LISÉE, *Dans l'œil de l'aigle : Washington face qu Québec*

Louis Balthazar

Volume 32, Number 3, 1991

Femmes et reproduction

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056646ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056646ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Balthazar, L. (1991). Review of [Jean-François LISÉE, *Dans l'œil de l'aigle : Washington face qu Québec*]. *Recherches sociographiques*, 32(3), 462–464.  
<https://doi.org/10.7202/056646ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1991

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

plusieurs autres courants posant la maternité en tant qu'élément fondamental de la spécificité des femmes et en tant que pouvoir procréateur.

Quoi qu'il en soit, la « situation procréative » des femmes en général n'est pas très attirante. Sur un même continuum, on observe à un extrême l'absence de désir d'enfant difficilement tolérée socialement (Carmel note un certain nombre de pressions sociales révélatrices) et, à l'autre en passant par des conditions peu favorables de maternité et de parentalité, l'exacerbation du désir d'enfant par la présence de techniques de procréation médicalement assistée. On peut en vérité se demander où se situent les notions de choix et de contrôle social quant à la maternité et à l'autonomie reproductive en générale.

Chantal DORÉ

---

Jean-François LISÉE, *Dans l'œil de l'aigle : Washington face au Québec*, Montréal, Boréal, 1990, 577 p.

Ce livre, écrit par un journaliste talentueux, a connu un grand succès de librairie et a mérité beaucoup d'éloges et d'honneurs. Qu'en est-il après deux ans ? L'ouvrage a-t-il déjà vieilli comme le journal de l'époque ? Pas du tout. Car il s'agit de journalisme de grande classe.

Dans une prose admirable, l'auteur a l'art de soutenir inlassablement la curiosité du lecteur et de lui restituer des événements passés et parfois triviaux comme s'ils se déroulaient sous ses yeux et comme s'ils devaient influencer substantiellement sur l'avenir du Québec. Il faut dire que l'ouvrage répond à une question qui a toujours hanté l'imagination québécoise : que pense-t-on de nous aux États-Unis ? que dit-on du Québec et de sa politique ? Et l'auteur nous en met plein la vue.

Jean-François Lisée est allé chercher à peu près toutes les informations qu'il soit possible d'obtenir sur le sujet : des centaines d'entrevues, des milliers de documents, tous identifiés scrupuleusement. Grâce à la loi américaine de l'accès à l'information et à de nombreux recours légaux pour en contrer une interprétation restrictive (l'auteur parle de « guérilla judiciaire », p. 450), nous sommes en présence d'une mine inestimable de données sur les perceptions entretenues par les responsables américains au sujet du Québec. Certaines de ces informations, tout à fait inédites, parfois étonnantes, sont d'une grande valeur. Nous apprenons par exemple qu'en 1977, au moment où Washington se faisait très discret quant à la crise provoquée au Canada par l'accession du Parti québécois au pouvoir à Québec, une étude fort sérieuse était entreprise au *State Department* sur la situation québécoise et ses retombées. Quand Lisée ne nous aurait pas révélé autre chose que ce document, il aurait déjà fait œuvre éminemment utile. Fruit d'une étude remarquable, reproduite intégralement en annexe, ce texte nous informe qu'un responsable de la politique américaine à l'endroit du Canada ne souhaitait rien moins, à cette époque, qu'un statut particulier pour le Québec. On jugeait une telle attitude moins contraire (*disruptive*) aux intérêts des États-Unis que d'autres scénarios envisagés. Voilà une opinion qui ne correspond peut-être pas aujourd'hui à celle de l'establishment américain, mais qui, pour avoir eu ses lettres de noblesse, entraîne encore l'adhésion de plusieurs voisins du Sud qui s'intéressent au Canada et au Québec.

En fait, il existe bien peu d'Américains, dans les milieux politiques influents, qui manifestent de l'intérêt pour cette question ou même qui ont une connaissance élémentaire du Canada et de sa province française. Consultez l'index des meilleurs ouvrages sur la politique extérieure des États-Unis et vous y trouverez à peine une ou deux mentions du Canada. Le Québec ne sera probablement même pas mentionné. Cela, l'auteur le sait bien pour avoir séjourné à Washington durant quelques années et pour avoir fréquenté les milieux sensibles à la politique étrangère. Pourtant il ne résiste pas à la tentation de créer chez son lecteur l'impression que la question du Québec a beaucoup préoccupé les responsables de la politique extérieure à Washington. Il parle par exemple d'un « regain d'intérêt pour le Québec qui traverse Foggy Bottom » [le *State Department*] (p. 110). Il écrit qu'en 1969, « la diplomatie américaine... suit la conjoncture québécoise à la loupe », et cela même à la table du secrétaire d'État (p. 111). On apprend que Henry Kissinger a considéré le Québec comme un « des points chauds du globe » (p. 111). Rien de strictement faux dans ces affirmations, puisqu'il est arrivé à un secrétaire d'État de s'informer du Québec au cours d'un dîner et, à Henry Kissinger de demander aussi des renseignements, pour se faire dire que la question n'avait aucune importance (p. 112). Mais, un peu comme dans certains reportages journalistiques, l'impression demeure, tout au long du livre, que la question du Québec a préoccupé beaucoup de monde à Washington.

Ce qu'il faut dire, c'est que, le champ de la diplomatie américaine étant fort étendu et fort diversifié, quelques personnes à Washington et un consul général à Québec passent effectivement l'essentiel de leur temps à scruter la conjoncture québécoise. Mais dans l'ensemble, cela demeure invisible à l'œil nu. Le Québec n'a jamais été une question (*issue*) importante à l'ordre du jour présidentiel ou au conseil de sécurité nationale. C'est incontestable. Il n'est pas sûr que le lecteur du livre de Lisée en soit bien averti.

D'ailleurs, en raison même de l'absence d'intérêt continu pour le Québec à Washington, l'auteur est souvent réduit à traiter davantage des états d'âme des acteurs politiques québécois que des perceptions ou agissements des Américains. Deux longs chapitres portent sur la question de l'espionnage (objet constant de fascination pour le public québécois) pour en conclure qu'on ne trouve rien pour démontrer que les services secrets américains se seraient préoccupés du Québec de façon soutenue. Même chose pour les milieux militaires : « Les dossiers du Pentagone sont vides », reconnaît Lisée (p. 339).

D'ailleurs, le document si révélateur de 1977 ne démontre rien d'autre qu'un travail sérieux et intelligent de la part d'une personne du *State Department* et un intérêt ou une curiosité suffisante de la part de quelques autres qui en ont pris connaissance, car il est certain qu'il a circulé. Mais cela ne nous indique en rien que le Québec soit devenu une question importante à Washington.

Mentionnons aussi quelques reconstructions douteuses dont une affirmation fondée sur le témoignage d'un prêtre franco-américain ayant fréquenté la famille Kennedy : John F. Kennedy aurait été en faveur de l'indépendance du Québec ! En supposant que le célèbre président eût été tenté de faire quelque déclaration ou de poser quelque geste en ce sens, tout son entourage, en particulier le réseau irlandais, qui a ses ramifications au Canada, et le réseau libéral, axé sur une vision soi-disant progressiste d'un Canada moderne et centralisé, auraient tôt fait de le dissuader. L'auteur aime bien reconstituer des événements de façon parfois un peu fantaisiste. Il faut dire que cela rend la lecture agréable, comme si l'action se déroulait sous nos yeux. Mais le procédé donne à l'occasion, une image plutôt faussée de la réalité. Par exemple, il est question en page 202, d'un dîner à Niagara sur le lac où le diplomate Richard Vine aurait

découvert le nationalisme québécois. Cette reconstitution paraît peu crédible au dire même de certaines personnes citées.

Alfred O. Hero jr est identifié comme professeur de l'Université Harvard, ce qu'il n'a jamais été. William Diebold est présenté à plusieurs reprises comme président du *Council on Foreign Relations* (pp. 207, 238, 297, 446), fonction qu'il n'a jamais tenue. Cet organisme est montré comme un « prestigieux club new-yorkais » ; il s'agit plutôt d'une organisation d'envergure nationale dont le membership n'a rien d'exclusif, dont plusieurs personnalités font cependant partie et qui a son siège social à New York. Le *University Consortium for Research on North America*, un séminaire auquel contribuaient des universitaires de la région de Boston, est présenté « comme une tribune servant à la diffusion des thèses souverainistes » (p. 323), ce qui est nettement exagéré. Quelques souverainistes y ont été invités mais aussi un très grand nombre de fédéralistes, comme en font foi les publications de l'organisme. L'auteur parle de programmes d'études québécoises à Harvard, à Duke, à Northwestern et à l'Université du Maine à Orono. À ma connaissance, seule l'Université Duke a mis sur pied, pour une courte période, un tel programme.

En dépit de ces quelques erreurs, l'ouvrage est rempli d'informations dont l'authenticité est incontestable. Pour quiconque s'intéresse aux relations Québec-États-Unis, le livre de Jean-François Lisée demeure, pour le moment, la source de références la meilleure et la plus complète.

Louis BALTHAZAR

*Département de science politique,  
Université Laval.*

---

Philip RESNICK, *The Masks of Proteus: Canadian Reflections on the State*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990, 340 p.

Les conceptions et perceptions qu'on peut avoir de l'État, de son organisation, de son fonctionnement et de son action sont multiples. C'est cette diversité qu'analyse Philip Resnick dans *The Masks of Proteus*.

Le titre du livre évoque le caractère protéiforme de l'État. En effet, comme le dieu Protée, qui, selon la mythologie grecque antique, avait le don de changer de forme à volonté, l'État peut être ou paraître plus ou moins coercitif, plus ou moins interventionniste, plus ou moins élitiste... Chacun des douze chapitres traite d'un aspect de cette diversité.

Dans le premier chapitre, Philip Resnick présente cinq grands courants de pensée qui ont marqué l'évolution des conceptions relatives à l'État. Entre deux théories opposées (l'aristocratique et la démocratique), il insère la républicaine, qui préconise de contrebalancer le pouvoir de l'aristocratie, l'absolutiste, qui attribue à l'État une autorité sans limite et la libérale, qui limite l'autorité de l'État aux domaines que lui accordent les institutions représentatives. Tout en marquant sa préférence pour la démocratie, il conclut en disant que chacune de ces théories offre un enseignement utile, la théorie absolutiste elle-même menant à réfléchir sur les risques et l'opportunité d'interventions autoritaires pour mettre fin aux crises.